



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

crise migratoire

Question au Gouvernement n° 1071

[Texte de la question](#)

CRISE MIGRATOIRE

M. le président. La parole est à M. Arnaud Viala, pour le groupe Les Républicains.

M. Arnaud Viala. Monsieur le Premier ministre, depuis des années se déroule sous nos yeux le spectacle insoutenable de drames humains incessants. Depuis 2013, 15 000 migrants ont trouvé la mort dans la seule Méditerranée, pour la plupart victimes de réseaux de passeurs. Depuis des années se brisent sur notre sol des milliers de destins venus y chercher un havre qu'ils n'y trouveront pas. Depuis 2015, plus d'un million et demi de migrants sont entrés illégalement en Europe. Ce que l'on appelle, par fausse pudeur, la crise migratoire, va continuer à s'amplifier de par les conflits, la démographie et les mutations climatiques.

Et en même temps... depuis maintenant plus d'un an, à l'unisson du Président de la République, votre gouvernement promet des solutions. Depuis maintenant plus d'un an, votre majorité a brandi sa loi asile et immigration avant de parler de règlement européen de la crise migratoire. Depuis maintenant plus d'un an, rien n'a changé : votre loi asile et immigration a même éludé la question du sort à réserver aux 300 000 clandestins présents sur notre sol. En Allemagne, les partis de la coalition se déchirent au prix d'une instabilité politique inédite depuis des décennies.

La semaine dernière, le Président de la République est sorti du conseil européen en proclamant que l'accord idéal avait été signé. Et en même temps, en y regardant de près, il apparaît que les plateformes régionales de débarquement de migrants, qui visent à les dissuader de traverser la Méditerranée, sont irréalistes, que les centres contrôlés sur le territoire européen pour les accueillir et pour les répartir sur une base volontaire seront totalement inefficaces, que l'augmentation des effectifs de Frontex prendra des années et qu'aucune décision n'a été prise quant au droit d'asile européen.

Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : quand le Président Macron va-t-il enfin prendre une position claire et cesser de faire croire aux Français qu'il n'y a plus de problème ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je voudrais d'abord donner quelques chiffres. Les arrivées en Europe ont diminué de 41 % sur les six premiers mois de l'année par rapport aux six premiers mois de l'année dernière, chiffres qui eux-mêmes étaient en diminution par rapport à ceux de l'année précédente. Les arrivées en Italie ont diminué de 77 %.

Oui, nous pensons qu'il faut donner une réponse européenne à la crise migratoire, et faire au niveau européen

ce que nous essayons de faire en France, grâce à la loi asile, immigration et intégration, pour parvenir à savoir dans des délais raccourcis qui a droit à l'asile, en raison d'un besoin de protection, et qui n'y a pas droit et doit pouvoir être éloigné.

Nous travaillons sur ces sujets avec les pays d'origine. Le Président est aujourd'hui, vous le savez, en Afrique, et travaille avec les pays de ce continent sur ces problématiques. Nous le faisons aussi au niveau européen. Vous le savez tous, si le sommet européen n'a pas été un échec, c'est parce que le Président de la République française a imposé un certain nombre de solutions. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Enfin, nous le faisons aussi en France avec la législation que nous vous proposons.

À chaque fois, nous le faisons avec humanité et responsabilité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

M. Fabien Di Filippo. Il faut vous reconnecter à la réalité !

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Viala](#)

Circonscription : Aveyron (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1071

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 juillet 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 juillet 2018](#)